

<http://divergences.be/spip.php?article3270>



# La traite mondiale de travailleurs chinois

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2021 - Chroniques du temps qui passe - Mai -

Date de mise en ligne : vendredi 7 mai 2021

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Depuis l'éclatement de la pandémie de Covid-19, des centaines de milliers de travailleurs migrants chinois bloqués à l'étranger n'ont pas pu rentrer chez eux.

China Labor Watch a commencé à enquêter sur la situation en juillet 2020. Les données de ce rapport proviennent principalement de notre correspondance via des services de messagerie instantanée, des appels téléphoniques et des courriels avec près de 100 travailleurs chinois dans huit pays de l'initiative "la Ceinture et la Route" (BRI) [1] en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique. Des reporters citoyens en ligne et des volontaires chinois dans les pays d'accueil qui se préoccupent des droits des travailleurs chinois à l'étranger ont également été consultés.

Nous avons mené des entretiens approfondis avec 22 travailleurs chinois qui ont travaillé ou travaillent actuellement sur divers projets de la BRI situés en Indonésie, en Algérie, à Singapour, en Jordanie, au Pakistan, en Serbie et dans d'autres pays. Parmi les travailleurs interrogés, nous avons constaté des violations généralisées des droits, dont les suivantes la détention de passeports, des restrictions à la liberté de mouvement, des horaires de travail excessifs allant jusqu'à 12 heures par jour et 7 jours par semaine, zéro indemnité de vacances, des salaires impayés, la délivrance de visas illégaux, un recrutement trompeur et de fausses promesses, l'isolement de la communauté locale, des intimidations et des menaces, des pénalités élevées en cas de démission, l'absence de traitement médical suffisant, des conditions de vie et de travail médiocres, une protection du travail et des équipements de sécurité insuffisants, l'absence de canaux de plainte ou de mécanisme de réclamation raisonnables, une liberté d'expression restreinte et des sanctions sévères à l'encontre des travailleurs qui protestent.

L'ONU définit la traite des personnes comme "le recrutement, le transport, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la coercition, l'enlèvement, la tromperie ou l'abus de pouvoir ou de vulnérabilité, à des fins d'exploitation". Les indicateurs de la traite des êtres humains définis par l'Organisation internationale du travail (OIT) comprennent le recrutement coercitif ou trompeur, des conditions de travail et de vie abusives ou dangereuses, et des employeurs qui restreignent la liberté de mouvement, confisquent les documents d'identité, retiennent les salaires et imposent des heures supplémentaires. Notre enquête a trouvé de multiples indicateurs dans différents pays et projets de la Ceinture et la Route qui peuvent prouver l'existence généralisée du travail forcé systématique parmi les travailleurs chinois à l'étranger. Lorsque certains travailleurs sont allés collectivement demander de l'aide aux ambassades et aux consulats, ils ont été soit ignorés, soit accusés de protestation violente.

En 2013, la Chine a proposé la BRI comme un remodelage géopolitique et géoéconomique. Tout en utilisant les richesses et la technologie de la Chine pour créer de nouveaux marchés pour les entreprises chinoises, la BRI a également exporté le modèle de développement économique chinois peu respectueux des droits de l'homme, qui exploite ses propres travailleurs migrants au bas de l'échelle sociale. De nombreux travailleurs chinois travaillant sur les projets de la BRI sont contraints de vivre dans l'isolement, avec des passeports retenus par les employeurs chinois, et sont constamment menacés et intimidés par des dettes et des expulsions. Ils ne disposent pas de visas de travail légaux, de moyens de transport ou de soins médicaux. Même s'ils s'identifient comme des victimes de la traite des êtres humains et du travail forcé, il est très peu probable que leur situation s'améliore.

On leur avait promis un emploi bien rémunéré pour faire vivre leur famille en Chine. À leur arrivée dans le pays d'accueil, cependant, les employeurs chinois leur ont confisqué leur passeport et leur ont dit que s'ils voulaient partir plus tôt, ils devaient payer une amende pour rupture de contrat, qui équivaut souvent à plusieurs mois de salaire. De nombreux travailleurs qui n'obtiennent pas de visa de travail ont peur de dénoncer les violations des droits du travail dont ils ont été victimes. Même les travailleurs qui obtiennent un visa de travail ne peuvent généralement pas changer librement d'employeur et ont rarement le droit d'organiser des syndicats ou des grèves. Leurs droits fondamentaux ont été gravement violés, mais comme ils se trouvent à l'étranger, il leur est difficile de demander la protection de la loi chinoise, et les entreprises chinoises qui les obligent à travailler s'en tirent souvent à bon compte.

Alors que des millions de citoyens chinois en possession d'un passeport valide étaient bloqués à l'étranger au début de la pandémie de Covid-19, le gouvernement chinois a introduit les restrictions de voyage les plus strictes au monde - la politique dite des "cinq-un" et le mécanisme du "coupe-circuit" pour limiter le nombre de vols internationaux entrant en Chine. Ces politiques ont fait monter en flèche les prix des billets d'avion, le nombre de vols disponibles pour la Chine étant très limité. Les travailleurs chinois de la BRI bloqués à l'étranger ont souffert d'interminables blocages, de pertes d'emploi, de pauvreté et d'un faible espoir de retour au pays. Nombre d'entre eux ne peuvent pas passer le test PCR de l'acide nucléique Covid-19 et le test d'anticorps IgM Covid-19 exigés par le gouvernement chinois. Les entreprises chinoises utilisent aussi fréquemment l'excuse du manque de nouveaux travailleurs chinois pour les empêcher de rentrer chez eux. Dans le cadre de nos recherches, nous avons constaté que certains travailleurs étaient handicapés à vie à la suite de blessures liées au travail non traitées, en raison de la restriction des mouvements et du manque de soins médicaux, et que de nombreux travailleurs ont subi des pertes disproportionnées dues au covid-19 lorsque leurs lieux de travail et leurs dortoirs sont devenus des foyers de coronavirus.

China Labor Watch estime que le gouvernement chinois a la responsabilité inéluctable de sauvegarder les droits et intérêts fondamentaux de ces travailleurs. Il est inhumain et inacceptable d'ignorer la situation tragique de ces travailleurs chinois dont les passeports sont saisis et qui sont forcés de rester à l'étranger sans espoir de retour au pays.

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)

---

[1] Les nouvelles route de la soie